



**Copie certifiée  
conforme original**

**DECISION N°014/2015/ANRMP/CRS DU 23 AVRIL 2015 SUR LA DENONCIATION  
FAITE PAR LA SOCIETE ABIDJANAISE DE DEPANNAGE (SOAD) POUR IRREGULARITES  
COMMISES DANS L'APPEL D'OFFRES N°P220/2014 RELATIF A LA CONCESSION DE  
SERVICE PUBLIC D'ENLEVEMENT, DE PARKING ET DE REPARATION DES VEHICULES  
IMMOBILISES SUR LES VOIES PUBLIQUES DANS LE DISTRICT D'ABIDJAN**

**LA CELLULE RECOURS ET SANCTIONS STATUANT EN MATIERE D'IRREGULARITES,  
D'ACTES DE CORRUPTION ET DE PRATIQUES FRAUDULEUSES ;**

Vu le décret n° 2009-259 du 6 août 2009 portant Code des Marchés Publics, tel que modifié par le décret n°2014-306 du 27 mai 2014 ;

Vu le décret n°2009-260 du 6 août 2009 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP), tel que modifié par le décret n°2013-308 du 08 mai 2013 ;

Vu le décret n°2014-242 du 08 mai 2014 portant nomination du Président de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2014-243 du 08 mai 2014 portant nomination du Secrétaire Général de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu l'arrêté n°661/MEF/ANRMP du 14 septembre 2010 fixant les modalités de saisine, les procédures d'instruction et de décision de la Cellule Recours et Sanctions de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) ;

Vu la correspondance en date du 05 janvier 2015 de Maître KPAKOTE TETE Ehimomo, Avocat à la Cour, agissant pour le compte de la Société Abidjanaise de Dépannage (SOAD) ;

Vu les pièces du dossier ;

En présence de Monsieur COULIBALY Non Karna, Président de la Cellule et de Messieurs AKO Yapi Eloi, TRAORE Brahim, et YEPIE Auguste, membres ;

Assistés de Monsieur BILE Abia Vincent, le Secrétaire Général Adjoint chargé des Recours et Sanctions, rapporteur ;

Après avoir entendu le rapport de Monsieur BILE Abia Vincent exposant les irrégularités dénoncées ;

Après avoir délibéré conformément à la loi ;

Par correspondance en date du 05 janvier 2015 enregistrée le même jour au Secrétariat Général de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) sous le n°005, la Société Abidjanaise de Dépannage (SOAD) a saisi l'ANRMP à l'effet de dénoncer les irrégularités qui auraient été commises dans le cadre de l'appel d'offres n°P220/2014, relatif à la concession de service public d'enlèvement, de parking et de réparation des véhicules immobilisés sur les voies publiques dans le District d'Abidjan, organisé par l'Observatoire de la Fluidité des Transports (OFT) ;

## **LES FAITS ET LA PROCEDURE**

L'Observatoire de la Fluidité des Transports (OFT) a organisé l'appel d'offres n°P220/2014, relatif à la concession de service public d'enlèvement, de parking et de réparation des véhicules immobilisés sur les voies publiques dans le District d'Abidjan ;

Cet appel d'offres a été publié dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics n°1281 du 09 décembre 2014, et est constitué de quatre lots à savoir :

- Lot 1
  - Cocody
  - Bingerville
  - Abobo
  - Anyama
  
- Lot 2
  - Plateau
  - Attécoubé
  - Adjamé
  
- Lot 3
  - Treichville
  - Marcory
  - Koumassi
  - Port-Bouët
  
- Lot 4
  - Yopougon

Suite à la publication de cet appel d'offres, la Société Abidjanaise de Dépannage (SOAD) a saisi le 05 janvier 2015, l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics, pour dénoncer des irrégularités qui auraient été commises dans le cadre de la passation de ce marché ;

A l'appui de sa dénonciation, l'entreprise SOAD soulève, d'une part, la violation par l'OFT des articles 18.1, 18.2, 62 (nouveau) et 83 du Code des marchés publics, et, d'autre part, le non-respect du délai minimum de publication de l'appel d'offres qui est d'au moins trente (30) jours pour les appels d'offres nationaux ;

En outre, la plaignante soutient qu'elle bénéficie depuis 1997 d'une convention signée avec le District d'Abidjan et la Mairie de Treichville pour l'enlèvement des véhicules accidentés ou en panne ;

Elle conclut que l'OFT ne saurait organiser un appel d'offres dans le District d'Abidjan, concernant toutes les voies et mairies pour lesquelles la SOAD assure déjà le service de l'enlèvement des véhicules accidentés ou en panne ;

De son côté, l'Observatoire de la Fluidité des Transports (OFT) fait valoir, dans sa correspondance en date du 27 janvier 2015, qu'elle a élaboré les dossiers d'appel d'offres avec le concours de la Direction des Marchés Publics dans le strict respect des articles 18.1, 18.2 et 62 nouveau du Code des marchés publics et des délais de publication des appels d'offres ;

### **SUR L'OBJET DULITIGE**

Il ressort des faits, ci-dessus, exposés que la dénonciation porte, d'une part, sur la violation de certaines dispositions du Code des marchés publics, notamment, le non-respect des modalités de publication d'un appel d'offres et, d'autre part, sur l'organisation d'un appel d'offres dont l'objet porte sur un service public en cours d'exécution ;

### **SUR LA RECEVABILITE**

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 10 alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté n°661/MEF/ANRMP du 14 Septembre 2010, « **La Cellule Recours et Sanctions est saisie par toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, partie ou non à un marché public ou à une convention de délégation de service public, qui a connaissance de fait ou qui a intérêt à voir prononcer des sanctions pour atteinte à la réglementation** » ;

Considérant que l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 11 du même arrêté ajoute que « **La Cellule Recours et Sanctions est saisie par tout moyen laissant trace écrite ou par appel téléphonique effectué sur une ligne verte prévue à cet effet** » ;

Considérant qu'en l'espèce, en saisissant l'ANRMP par correspondance en date du 05 janvier 2015 pour dénoncer les irrégularités qui auraient été commises dans la procédure d'appel d'offres n° P220/2014, la SOAD s'est conformée aux dispositions combinées des articles 10 et 11 de l'arrêté susvisé ;

### **SUR LE BIEN FONDE DE LA DENONCIATION**

Considérant qu'à l'appui de sa requête, la SOAD dénonce :

- la violation de l'article 62 nouveau du Code des marchés publics ;
- la violation des articles 18.1 et 18.2 du Code des marchés publics ;
- la violation du principe de transparence des procédures ;
- le non-respect du délai minimum de publication d'un appel d'offres national (article 63.2 Code des marchés publics) ;
- son éviction de la délégation de service public dont elle est concessionnaire ;

## 1/ Sur la violation de l'article 62 nouveau du Code des marchés publics

Considérant que la SOAD soutient qu'aux termes de l'article 62 nouveau du Code des marchés publics, tout dossier d'appel d'offres doit être communiqué à la Direction des marchés publics pour examen ;

Que la plaignante conclut que, sous réserve pour l'autorité contractante de rapporter la preuve que l'appel d'offres n°P220/2014 a été communiqué à la Direction des Marchés Publics pour examen, cet appel d'offres doit être annulé ;

Qu'il est constant qu'aux termes de l'article 62 (nouveau) du Code des marchés publics que « **Tous les dossiers de présélection et d'appel d'offres sont examinés, pour vérification de conformité, avant le lancement de l'appel à la concurrence et à la publication correspondante dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics, de la République de Côte d'Ivoire, par la structure administrative chargée des marchés publics qui dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour se prononcer sur les modifications à apporter, le cas échéant, aux dossiers.**

**En l'absence d'une réponse dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les dossiers sont considérés comme étant rejetés par la structure administrative chargée des marchés publics.**

**Les rejets formels prononcés par la structure administrative chargée des marchés publics doivent toujours être motivés.**

**Dans le cas d'un rejet tacite, l'autorité contractante est en droit d'obtenir de la structure administrative chargée des marchés publics toutes les explications et justifications requises.**

**En cas de rejet des dossiers, l'autorité contractante dispose d'un délai de trois jours ouvrables, à compter de la notification du rejet ou du dépassement du délai prévu à l'alinéa 1 du présent article, pour se conformer aux observations de la structure administrative chargée des marchés publics. Le dossier corrigé est transmis à la structure administrative chargée des marchés publics pour validation définitive, dans un délai de trois jours ouvrables, à compter de sa date de réception.**

**Les contestations sont soumises à la Commission Administrative de Conciliation, qui dispose d'un délai de trois jours ouvrables pour rendre son avis de règlement » ;**

Qu'en l'espèce, aux termes de sa correspondance n°007/MT/OFT/SG/FM du 27 janvier 2015, l'autorité contractante soutient avoir strictement respecté la disposition précitée consistant à communiquer à la Direction des marchés publics, pour examen, le dossier d'appel d'offres ;

Qu'en outre, par correspondance n°1181/2015/MPMB/DGBF/DMP/37 en date du 03 avril 2014, le Directeur des Marchés Publics a indiqué que le dossier d'appel d'offres n°P220/2014 a été validé par ses services le 02 décembre 2014 et a transmis pour preuve, le procès-verbal d'examen du dossier d'appel d'offres validé ;

Que dès lors, les dispositions de l'article 62 nouveau du Code des marchés publics n'ont pas été violées en l'espèce ;

Qu'il y a donc lieu de déclarer la SOAD mal fondée sur ce chef de dénonciation ;

## 2/ Sur la violation des articles 18.1 et 18.2 du Code des marchés publics

Considérant que la SOAD soutient qu'aux termes des articles 18.1 et 18.2 du Code des marchés publics, les marchés passés par les autorités contractantes doivent avoir été préalablement inscrits dans ses programmes prévisionnels et révisés, sauf décision motivée de la structure administrative chargée des marchés publics ;

Que la plaignante affirme que, sous réserve pour l'autorité contractante de rapporter la preuve que l'appel d'offres n°P220/2014 a été inscrit dans ce programme prévisionnel et publié, ou de rapporter la preuve de la décision motivée de la Direction des Marchés Publics, cet appel d'offres doit être annulé conformément à l'article 18.3 du Code des marchés publics ;

Qu'aux termes des dispositions de l'article 18.1 du Code des marchés publics, « **Toutes les personnes morales visées à l'article 2 du présent code sont tenues, dès l'approbation de leur budget, de préparer, avant la passation de tout nouveau marché, un programme prévisionnel et révisable de passation des marchés en cohérence avec les crédits qui leur sont alloués et leur programme d'activité annuel. Ce programme est communiqué à la Structure administrative chargée des marchés publics et à l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics qui en assurent la publicité selon les modalités que chacune d'entre elles aura définies** » ;

Qu'en outre, l'article 18.2 du même Code dispose que « **Ce programme est publié dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics de la République de Côte d'Ivoire, et sur le site Web de la Structure administrative chargée des marchés publics et si possible dans un journal à diffusion nationale. Toutefois, le Ministère chargé de la Défense nationale et le Ministère chargé de la Sécurité sont dispensés de cette publication pour les activités liées à la sécurité et à la défense nationales. Cette exception s'étend également à toutes les administrations exerçant directement des activités liées à la défense et à la sécurité nationales. Un modèle du programme prévisionnel est établi et diffusé par la Structure administrative chargée des marchés publics** » ;

Qu'enfin, aux termes de l'article 18.3 du Code des marchés publics, « **Les marchés passés par les autorités contractantes doivent avoir été préalablement inscrits dans ces programmes prévisionnels ou révisés, à peine de nullité, sous réserve d'une décision motivée de la Structure administrative chargée des marchés publics** » ;

Considérant qu'en l'espèce, il ressort des pièces du dossier, que par correspondance n°0629/MT/DAF/SDBC/SM du 09 octobre 2014, le Ministère des Transports a transmis à la Direction des Marchés Publics, le Plan Général de Passation des Marchés de l'Observatoire de la Fluidité des Transports, au titre de la gestion 2015, dans lequel figure dans la colonne « réalisations envisagées », la convention de concession de service public d'enlèvement, de réparation et de parking des véhicules immobilisés sur les voies publiques dans le District d'Abidjan ;

Qu'en outre, par correspondance n°0500/2015/MPMB/DGBF/DMP/17 en date du 18 février 2015, la Direction des Marchés Publics (DMP) a produit à l'ANRMP le Bulletin Officiel des Marchés Publics (BOMP) intitulé « Spécial Plan Général de Passation des Marchés 2015 », dans lequel a été publié l'appel d'offres contesté ;

Qu'ainsi, l'appel d'offres n°P220/2014 a été inscrit dans le programme prévisionnel et révisable de passation des marchés de l'autorité contractante avant son lancement ;

Que par conséquent, c'est à tort que la SOAD prétend que l'autorité contractante a violé les dispositions des articles 18.1 et 18.2 du Code des marchés publics ;

Qu'il y a donc lieu de déclarer sa dénonciation mal fondée de ce chef ;

### **3/ Sur la violation du principe de transparence des procédures**

Considérant qu'à l'examen de sa plainte, la SOAD fait grief à l'Observatoire de la Fluidité des Transports d'avoir créé une confusion en inscrivant comme heure limite de dépôt des offres, 11 heures, dans l'avis d'appel d'offres alors que dans la partie « appel d'offres en cours de publication » du BOMP, il est fait état de 9 heures 30 minutes comme heure limite de dépôt des offres ;

Que selon la requérante, cette contradiction viole le principe de la transparence qui doit gouverner toute procédure d'appel d'offres en application de l'article 9 du Code des marchés publics et constitue également une violation de l'article 83, puce numéro 5 du même Code, relatif à la date limite de réception des offres ;

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 9 du Code des marchés publics, « **Les marchés publics et les conventions de délégation de service public, quel qu'en soit le montant, sont soumis aux principes suivants :**

- **le libre accès à la commande publique ;**
- **l'égalité de traitement des candidats ;**
- **la transparence des procédures ;**
- **l'interdiction de toute discrimination fondée sur la nationalité des candidats, sous réserve de la préférence communautaire qui est appliquée à toute entreprise communautaire présentant une offre ;**
- **la libre concurrence ;**
- **l'économie et l'efficacité de la dépense publique ;**
- **l'équilibre économique et financier » ;**

Qu'en outre, aux termes de l'article 83 du Code des marchés publics, « **Il est procédé au lancement d'un avis d'appel public à la concurrence dans les conditions prévues à l'article 63 ci-dessus.**

**L'avis d'appel d'offres ouvert est porté à la connaissance du public comme indiqué à l'article 63 ci-dessus.**

**Chaque avis d'appel d'offres ouvert doit comporter au minimum :**

- 1) **la désignation de l'autorité contractante ;**
- 2) **l'objet du marché ;**
- 3) **la ou les sources de financement de l'opération envisagée ;**
- 4) **le ou les lieux où il peut être pris connaissance du dossier d'appel à la concurrence, ainsi que ses modalités d'obtention ;**
- 5) **le ou les lieux et la date limite de réception des offres ;**
- 6) **le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;**
- 7) **les obligations en matière de cautionnement provisoire ;**

- 8) *le cas échéant, la mise en œuvre d'une marge de préférence prévue par l'article 72 du présent code ;*
- 9) *le ou les lieux où les candidats pourront consulter les résultats de l'appel d'offres ;*
- 10) *la législation régissant l'appel d'offres » ;*

Qu'en l'espèce, les informations relatives aux date et heure limites de réception des offres ont bel et bien été mentionnées dans l'avis d'appel d'offres ;

Que par contre, dans l'avis d'appel d'offres, l'heure limite de dépôt des plis est fixée à 11 heures tandis que dans la partie des récapitulatifs des appels d'offres du Bulletin Officiel des Marchés Publics (BOMP), l'heure limite de dépôt des plis est fixée à 09 heures 30 minutes ;

Considérant cependant qu'en la matière, en application de l'article 83 précité, ce sont les informations contenues dans l'avis d'appel d'offres qui font foi ;

Que dès lors, le principe de la transparence des procédures de passation n'a pas été méconnu en espèce ;

Qu'il y a lieu de déclarer la plaignante mal-fondée sur ce chef de dénonciation ;

#### **4/ Sur le non-respect du délai de publication de l'appel d'offres**

Considérant que la SOAD reproche à l'Observatoire de la Fluidité des Transports de n'avoir pas respecté le délai de publication des appels d'offres nationaux qui est d'au moins 30 jours, ce qui constituerait une violation des articles 63.2 du Code des marchés publics ;

Qu'aux termes des dispositions de l'article 63.2 du Code des marchés publics : « ***Les avis d'appel à la concurrence doivent obligatoirement faire l'objet d'une publication dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics de la république de Côte d'Ivoire sous peine de nullité. A cet effet, le délai de publication pour les appels d'offres nationaux est d'au moins trente (30) jours.***

***Tout appel d'offres ouvert non publié par ce canal est considéré comme nul et non venu.***

***Les avis d'appel à la concurrence peuvent également faire l'objet d'une insertion parallèle, au choix de l'autorité contractante, dans une publication habilitée à recevoir des annonces légales, par affichage ou par tout autre moyen approprié » ;***

Qu'en l'espèce, la plaignante se fonde sur l'extrait du BOMP du 16 décembre 2014 pour effectuer la computation des délais alors que ce document ne constitue pas la première publication de l'avis d'appel d'offres n°P220/2014 dans le BOMP ;

Considérant cependant, qu'en tenant compte de la première publication qui a eu lieu le 09 décembre 2014, il apparaît qu'il a été prescrit un délai de publicité de 34 jours, puisque l'ouverture des plis a été prévue pour le 13 janvier 2015 ;

Qu'un tel délai de publicité est conforme à la réglementation s'agissant d'un appel d'offres national puisqu'aucun élément du dossier ne permet de conclure que cet appel d'offres

est international, et qu'en outre, ni l'avis d'appel d'offres, ni le dossier d'appel d'offres ne portent la mention « d'appel d'offres international » ;

Qu'en conséquence, l'autorité contractante n'a pas violé les dispositions de l'article 63.2 du Code des marchés publics ;

Qu'il y a lieu de déclarer la plaignante mal-fondée en sa dénonciation ;

#### **5/ sur l'éviction de la SOAD de la convention de délégation de service public dont elle est concessionnaire**

Considérant que la SOAD reproche à l'OFT d'organiser un appel d'offres dans le District d'Abidjan, concernant le service de l'enlèvement des véhicules accidentés ou en pannes, alors qu'elle bénéficie d'une convention signée à son profit par la ville d'Abidjan devenue District d'Abidjan, portant sur les voies ci-après :

- le Boulevard de la paix, du Pont Félix Houphouët Boigny à la voie Est-Ouest ;
- de l'échangeur d'Agban au Pont De Gaulle ;
- la voie Expresse d'Abidjan, de l'Echangeur d'Agban à la Gendarmerie d'Abobo ;
- le Boulevard Latrille ;
- la section du Boulevard de la République comprise entre le pont Félix Houphouët Boigny et le Boulevard Giscard d'Estaing ;
- la section du pont De Gaulle au Boulevard Valery Giscard d'Estaing à la hauteur du rond-point de la Solibra ;
- le Boulevard de la République ;
- le Boulevard de la Corniche.

Que la plaignante ajoute que cette convention a même été publiée par la Mairie de la Ville d'Abidjan dans le quotidien d'informations générales « FRATERNITE MATIN » dans sa parution du 24 septembre 1997 ;

Qu'en outre, la plaignante a produit une convention de concession en date du 18 mars 2014, ayant pour objet la manutention, le remorquage, le transport, le gardiennage et la restitution des véhicules, engins motorisés ou non en pannes, accidentés, immobilisés, abusivement stationnés sur le domaine public, sur réquisition dûment notifiée par l'AGESPA et la Police Municipale, sur tout le territoire communal de Treichville ;

Considérant cependant, qu'en l'espèce, s'agissant de la convention qu'elle aurait signée avec le District d'Abidjan, la SOAD n'a pas été en mesure d'en produire une copie pour permettre à l'ANRMP d'apprécier la nature et l'étendue de cette délégation de service public ;

Que de même, l'extrait de publication dans le journal Fraternité matin produit par la SOAD ne permet pas non plus d'apprécier la nature juridique de l'autorisation dont elle se prévaut ;

Qu'en conséquence, la SOAD ne saurait sur ce fondement solliciter et obtenir l'annulation de la procédure d'appel d'offres en cours ;

Considérant par ailleurs que, concernant la convention de concession signée le 18 mars 2004 avec le Maire de Treichville, pour être régulière au sens de la réglementation des marchés publics, celle-ci doit respecter les procédures de passation telles qu'édictées par le Code des marchés publics, notamment obtenir la validation de la Direction des Marchés Publics et

recueillir tant l'approbation préalable du Ministère de tutelle que celle de l'organe de délibération c'est-à-dire le Conseil Municipal ;

Qu'en effet, aux termes de l'article 182.1 du Code des marchés publics « **Les conventions de délégation de service public sont d'abord signées, après avis du comité ad hoc visé à l'article 181 ci-dessus, par le délégataire retenu ou son représentant légal. Elles sont ensuite signées par l'autorité délégante.**

**Lorsque l'autorité délégante est l'Etat, ces conventions sont signées conjointement, au nom et pour le compte de l'Etat, par le Ministre en charge des finances, le ou les ministres en charge de l'activité ou du secteur dont relèvent les prestations déléguées, après avis de la Structure administrative chargée des marchés publics.**

**Lorsque l'autorité délégante est une collectivité territoriale, ces conventions sont signées par l'autorité légalement compétente pour la représenter, après avis favorable de la Structure administrative chargée des marchés publics » ;**

Qu'en outre, aux termes de l'article 182.2 du Code des marchés publics, « **Les conventions passées par les collectivités territoriales, nonobstant les approbations requises en application des règles pertinentes du code des marchés publics, sont soumises au contrôle de la tutelle conformément aux lois et règlements applicables à la collectivité territoriale concernée.**

**Les conventions de délégation de service public passées par les personnes morales de droit privé assujetties au présent code sont signées dans les mêmes conditions que celles passées par l'Etat. Dans tous les cas, toute convention de délégation de service public passée par l'Etat ne peut entrer en vigueur qu'après une approbation par décret pris en Conseil des Ministres** » ;

Qu'enfin, aux termes de l'article 20 de la loi n°2012-1128 du 13 décembre 2012 portant organisation des collectivités territoriales, « **Ne sont exécutoires qu'après approbation de l'autorité de tutelle, les délibérations des conseils des collectivités territoriales portant sur les sujets suivants :**

1- .... ;

**23- Les conventions ou contrats passés par la collectivité territoriale ; ... ».**

Qu'interrogée par correspondance en date du 16 mars 2015 à l'effet de savoir si, d'une part, la convention de concession en date du 18 mars 2014 a été conclue, en ayant recours aux procédures de passation édictées par le Code des marchés publics et, d'autre part, elle a été approuvée par l'autorité de tutelle, la Mairie de Treichville n'a réservé aucune suite à la demande de l'ANRMP malgré les relances qui lui ont été faites par correspondances en dates 08 et 16 avril 2015 ;

Que la Direction des Marchés Publics a indiqué, dans sa correspondance n°1181/2015/MPMB/DGBF/DMP/37 en date du 03 avril 2015, que le dossier relatif à cette délégation de service public ne lui a pas été transmis pour assurer le contrôle des opérations conduisant au choix du prestataire ;

Qu'il résulte de ce qui précède que cette convention n'a pas respecté la réglementation des délégations de service public telle que prévue par le Code des marchés publics et qu'elle ne saurait, en conséquence, être opposée à l'Observatoire de la Fluidité des Transports pour faire obstacle à la procédure de passation en cours, laquelle relève bien de sa compétence,

conformément au décret n°2001-669 du 24 octobre 2001 relatif à la Fluidité et à la continuité des transports et à l'arrêté N°0202/MT du 04 octobre 2006 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Observatoire de la Fluidité des Transports (OFT) ;

Qu'il y a donc lieu de débouter la SOAD de ce chef de demande ;

**DECIDE :**

- 1) Déclare la dénonciation de la SOAD, faite par correspondance en date du 05 janvier 2015, recevable en la forme ;
- 2) Constate que l'autorité contractante n'a violé aucune des dispositions du Code des marchés publics ;
- 3) En conséquence, déclare la SOAD mal fondée en sa dénonciation et l'en déboute;
- 4) Dit que le Secrétaire Général de l'ANRMP est chargé de notifier à la Société Abidjanaise de Dépannage (SOAD) et à l'Observatoire de la Fluidité des Transports (OFT), avec ampliation à la Présidence de la République et au Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget, la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics à sa prochaine parution.

LE PRESIDENT

**COULIBALY NON KARNA**